ADLFI. Archéologie de la France - Informations

une revue Gallia

Bourgogne-Franche-Comté | 2001

Saint-Vit – Les Champs Perret 2

Fouille d'évaluation d'urgence (2001)

Jean-Pierre Urlacher

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/adlfi/8393>

ISSN : 2114-0502

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Jean-Pierre Urlacher, « Saint-Vit – Les Champs Perret 2 » [notice archéologique], *ADLFI. Archéologie de la France - Informations* [En ligne], Bourgogne-Franche-Comté, mis en ligne le 01 mars 2001, consulté le 18 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/adlfi/8393>

Ce document a été généré automatiquement le 18 juin 2021.

© ministère de la Culture et de la Communication, CNRS

Saint-Vit – Les Champs Perret 2

Fouille d'évaluation d'urgence (2001)

Jean-Pierre Urlacher

NOTE DE L'ÉDITEUR

Organisme porteur de l'opération : Conseil départemental du Doubs

- 1 Le projet de construction d'un gymnase sur la commune de Saint-Vit est à l'origine d'une intervention d'évaluation sur le site des Champs Perret au début de l'année 2001 (Sylvie Cantrelle, Document final de synthèse, Afan, février 2001). Cette opération archéologique, à savoir la réalisation de 14 sondages répartis sur les parcelles 1, 50, 51, 209, a permis de localiser les vestiges et d'évaluer leur état de conservation. Une occupation ancienne a été identifiée sur la plateforme supérieure du site, au sud de la rue de la Tour, avec des structures en fosses et des trous de poteaux attribuables à la période La Tène finale.
- 2 Un vaste bâtiment lui succède, témoignant d'un établissement de la période gallo-romaine. Établie sur la pente naturelle, cette construction en terrasses s'organise sur l'ensemble de l'espace sondé. Ainsi que le laissent supposer les documents connus antérieurement par photographie aérienne, confirmés par la reconnaissance de sol réalisée par Géotec en 2000, le site présentait à la fois des éléments structurés complexes et une puissance de remplissages archéologiques assez exceptionnels dans un tel contexte (1,2 m à 1,8 m au-dessus du *substratum* naturel).
- 3 Les deux terrasses artificielles réalisées grâce à l'apport d'importants remblais conservent des pièces d'habitation avec des revêtements de sols soignés, et les maçonneries, de qualité, s'élèvent encore jusqu'à 1,20 m pour les mieux préservées. Un vaste espace de circulation est limité au nord par un caniveau construit en blocs monolithiques repérés sur 63 m de longueur, d'est en ouest, et des contreforts en arc de cercle stabilisent la terrasse intermédiaire, faits rares dans les habitats privés.
- 4 La céramique présente dans les niveaux de démolition date l'abandon du bâtiment entre la fin du II^e s. et le IV^e s. apr. J.-C. Compte tenu des impératifs d'intervention, mais

aussi de la qualité des vestiges mis en évidence, l'extension de décapages ou d'investigations plus approfondies, forcément destructeurs, n'a pas pu être réalisée pour permettre d'identifier plus avant la fonction du bâtiment.

- 5 La qualité des vestiges archéologiques mis au jour, mais aussi la prise en compte des difficultés et du coût d'une intervention de fouille globale et approfondie, ont justifié la décision de proposer le déplacement et la modification du projet d'aménagement initial dont l'emprise intéressait l'ensemble des vestiges repérés.
- 6 Afin de lever les interrogations sur les limites d'emprise du site archéologique, une campagne de sondages complémentaires a été réalisée en préalable à la poursuite du projet.
- 7 La série de sondages complémentaires réalisée dans la perspective de déplacement du projet de construction de gymnase a permis de mettre en évidence :
 - la limite d'extension du bâtiment d'époque gallo-romaine repéré lors de la précédente évaluation. Essentiellement concentré sur la partie septentrionale et haute du site ainsi que sur la pente aménagée en terrasses, cet établissement bénéficie d'une conservation plus aléatoire au sud. Les sondages, bien que limités, ont toutefois révélé des niveaux de démolition et de récupération de matériaux ;
 - la présence, dans plusieurs sondages, d'une élévation qui pourrait être interprétée comme mur limitatif au sud et à l'ouest de l'édifice. Ce mur, vraisemblablement détruit par endroits, se prolonge vers l'ouest (2/S. 4), mais n'est plus repéré au-delà de ce sondage. Une canalisation, mise en évidence dans deux sondages, le longe d'est en ouest. Aucun niveau de sol d'habitation n'est en relation avec ces structures ;
 - une gestion de l'espace à l'ouest du bâtiment gallo-romain avec la présence de maçonneries sommaires dans deux sondages. L'absence de sols d'habitation identifiés, la différence de qualité de ces structures pourraient laisser supposer que ces aménagements peuvent avoir eu d'autre destination que l'habitat ou que, malgré la présence d'un niveau d'épandage avec des éléments datables de la période gallo-romaine, ces structures peuvent être chronologiquement postérieures.
- 8 Plus généralement, ces sondages ont permis d'indiquer que des structures antiques sont conservées à faible profondeur, à l'exemple de certaines maçonneries, que la présence d'une canalisation et des aménagements en terrasses laissent supposer l'existence d'organisations de l'espace liés au bâtiment gallo-romain. Ces informations permettent néanmoins démontrer que l'essentiel de la construction gallo-romaine est caractérisé par les structures mise en évidence au cours de l'intervention des Champs-Perret 1, les sondages complémentaires ayant avant tout permis de localiser ses limites d'extension et de repérer des vestiges fugaces d'aménagements extérieurs, dont l'interprétation est aléatoire faute d'informations archéologiques suffisamment explicites (absence de matériel, de niveaux d'occupation).

Fig. 1 – Pièce avec sol en *terrazzo* (Us 11)

Cliché : S. Canterelle (Afan).

INDEX

chronologie <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtHlenwSnkDM>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtW9SpIglk7Q>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtXT02uJOogm>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtOf7EHNS2e>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtZTmusVUU24>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtIkSWVMVuqB>

Année de l'opération : 2001

nature <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtWWQS75V5Bc>

lieux <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtSEeAipsBLD>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/crtWHH6M7PQ5w>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrt4WJj7TRcto>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtw7D5DZnli2>

sujets <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtZig4pNZk7B>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtRx7Rc5oHkk>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtGjvAbEFhK7>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtms2OAv82PY>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtKJVpuP3AET>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtDlzbGxWvTo>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtbptj4SOA1W>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtM9HMQTGTJV>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtDpSNLz1mSr>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtIxHmbVwDYW>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtHQAINOX0GB>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrt9M0SrAITut>, <https://ark.frantiq.fr/ark:/26678/pcrtwqijgMNHzm>

AUTEURS

JEAN-PIERRE URLACHER

Conseil départemental du Doubs